

# Le G7 alarme les hôteliers et les commerçants

**GENÈVE** Les faitières économiques sont à nouveau montées au créneau cette semaine, dénonçant le «silence assourdissant» des autorités. Sur le terrain, l'inquiétude monte

THÉO ALLEGREZZA

Genève retient son souffle. Dans cinquante jours, le sommet du G7 posera ses valises à Evian, ravivant le douloureux souvenir de 2003, lorsque le centre-ville avait été ravagé par des émeutes. «On a tous très peur», résume Anthony Castrilli, président du Groupement professionnel des restaurateurs et hôteliers (GPRH). Pour les commerces genevois, cette inquiétude est doublée d'une incompréhension croissante vis-à-vis de leurs autorités, coupables à leurs yeux de ne pas avoir déjà entrepris les mesures nécessaires pour prévenir de nouveaux débordements.

## Une séance infructueuse

Cette semaine, la FER (Fédération des entreprises romandes) Genève est montée au créneau en interpellant le Conseil d'Etat. La faitière a adressé deux courriers en un mois au gouvernement – restés lettre morte. «Il y a un ras-le-bol des milieux économiques. Ce silence, il est assourdissant», a tonné jeudi son directeur général, Arnaud Bürgin, sur les ondes de la matinale de la RTS. La conseillère d'Etat en charge de la sécurité, Carole-Anne Kast, a assuré quelques heures plus tard sur le plateau du 19h30 que le Conseil d'Etat «avait pris les devants» il y a dix mois de cela en sollicitant «une coordination avec la France». Qui pour l'instant ne vient pas. Dans l'intervalle, les autorités louvoient sur l'interdiction potentielle de la manifestation anti-G7 dimanche 14 juin, soit à la veille de l'ouverture du sommet des chefs d'Etat.

En marge de ce ping-pong médiatique, une autre conseillère d'Etat a, elle aussi, tenté de rassurer les commerçants. Une séance a eu lieu jeudi entre Delphine Bachmann et des représentants de la branche. Figure

bien connue du milieu de la restauration, Roland de Siebenthal y a participé. C'est peu dire que les mots de la ministre de l'Economie ne l'ont pas réconforté. «Ce n'était vraiment pas terrible et je le lui ai dit. On a besoin d'informations claires. C'est le job des autorités d'anticiper. Si on attend sur les Français, on ne s'en sortira pas», estime-t-il.

Patron du vénérable café-restaurant Le Lyrique durant trois décennies, Roland de Siebenthal se souvient des nuits agitées de 2003. Comme beaucoup d'autres, il les avait passées à l'intérieur de son établissement de la place de Neuve, «à essayer de dormir assis sur une banquette». Roland de Siebenthal a repris récemment les rênes de L'Age d'or, une autre institution genevoise, située à proximité de la gare Cornavin. «Je m'inquiète, car c'est un endroit stratégique en cas de manifestation», fait-il remarquer.

## Pour beaucoup, la principale interrogation est la suivante: faut-il se barricader?

Dans les rues basses, l'attentisme des dernières semaines a cédé le pas à la nécessité de s'atteler à des préparatifs. Les commerçants envisagent «le scénario du pire», sans savoir à quoi s'attendre. Manifestation ou pas? Quelle sera l'ampleur de la présence policière? «On est dans un flou total», reprend Anthony Castrilli, du GPRH. «Qu'est-ce qu'on fait du mobilier en terrasse qui peut faire office de projectiles gratuits? La plupart n'ont pas la place de tout stocker à l'intérieur», rapporte ce restaurateur.

Pour beaucoup, la principale interrogation est la suivante: faut-il se barricader? «C'est le sens de la plupart des appels que je reçois», confirme Flore Teysseire, responsable des associa-

tions professionnelles au sein de la FER. Prendre de telles dispositions a un coût, qui oscille de 5000 à près de 100 000 francs, selon la longueur de la vitrine. «Tous n'ont pas de telles liquidités à sortir», observe la secrétaire patronale. Avec une ville aux allures de forteresse, le G7 va en outre parasiter l'«une des meilleures semaines de l'année» – avant les soldes et les départs en vacances. «Quoi qu'il advienne, la perte d'exploitation sera majeure pour le commerce de détail qui, déjà, ne se porte pas très bien», observe le patron d'une boutique.

## Incertitudes dans les hôtels

Flore Teysseire résume le dilemme: «S'ils se barricadent, les commerçants vont perdre en fréquentation. S'ils ne le font pas et qu'ils se font piller, ils ne pourront pas travailler pendant des semaines. Dans quelle mesure pourront-ils prétendre à une indemnisation de leur assurance et dans quels délais?» C'est l'autre préoccupation majeure. Il est rare que les enseignes aient contracté une police d'assurance prenant en charge les dommages survenus à la suite d'émeutes. «Tout le monde est en train d'éplucher son contrat, mais on imagine bien que les plus petites structures n'ont pas forcément pris cette option», dit-elle. La FER a demandé la mise en place par les pouvoirs publics d'un fonds d'indemnisation.

En 2003, plusieurs hôtels établis sur la rade avaient aussi été victimes des casseurs. C'est donc avec appréhension que le secteur attend le mois de juin, une période habituellement très chargée. «Quel touriste voudrait visiter une ville barricadée?», s'est inquiété Jean-Vital Domézon, président de la Société des hôteliers de Genève, il y a quelques jours dans la presse locale. Si Flore Teysseire assure avoir eu vent de «pas mal d'annulations», Roland de Siebenthal, qui est également à la tête d'un établissement avec sa fille, indique ne pas en déplorer pour le moment. ■